

**Accord-cadre de prestations de sûreté et de sécurité
incendie des bâtiments relevant de la préfecture de
région d'Île-de-France et de Paris**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)**

Le présent CCTP contient, hors page de garde et sommaire, 40 pages

Représentant du pouvoir adjudicateur : le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris.

Prescripteur : Service Général du Soutien Opérationnel (SGSO)

Procédure de passation : Procédure adaptée conformément à l'article R. 2123-1 3° du code de la commande publique.

Référence de la consultation : 2025_GARDIENNAGE_PRIF

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – CONTEXTE ET PRESENTATION DES SITES1

1.1 OBJET DU DOCUMENT	1
1.1.1 <i>Affectation des sites principaux</i>	2
1.1.2 <i>Présentation des sites principaux</i>	2
1.1.2.a Le site dit « Ponant I »	2
1.1.2.b Le site dit « Oscar Niemeyer ».....	3
1.1.2.c Le site dit « hôtel de Noirmoutier »	4
1.2 PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE.....	4

ARTICLE 2 – CONTENU DES PRESTATIONS.....5

2.1 OBJECTIFS GENERAUX.....	5
2.2 PRESTATIONS RECURRENTES.....	6
2.2.1 <i>Mesures préventives</i>	6
2.2.1.a Sûreté et contrôle d'accès.....	6
2.2.1.b Service de sécurité incendie.....	7
2.2.1.c Exploitation des systèmes de sécurité incendie (SSI) et de sûreté	7
2.2.1.d Contrôles de sécurité	8
2.2.1.e Autres équipements.....	8
2.2.2 <i>Mesures correctives</i>	9
2.2.3 <i>Mesures d'assistance</i>	10
2.3 PRESTATIONS PONCTUELLES.....	10

ARTICLE 3 – MOYENS ET MATERIELS.....11

3.1 MOYENS HUMAINS :	11
3.1.1 <i>Constitution de l'équipe de sûreté et de sécurité incendie</i>	11
3.1.2 <i>Qualifications et formations</i>	12
3.1.3 <i>Connaissances des sites dits « Ponant I, Oscar Niemeyer et hôtel de Noirmoutier »</i>	14
3.2 AUTRES MOYENS.....	14
3.2.1 <i>Moyens et outils dus par le titulaire</i>	14
3.2.1.a Cahier des procédures du titulaire	14
3.2.1.b Main courante : gestion et suivi des incidents et des interventions	15
3.2.1.c Système de contrôle de ronde.....	16
3.2.1.d Sauvegardes informatiques	17
3.2.1.e Moyens de communication et de protection du travailleur isolé (PTI)	17
3.2.1.f Divers.....	18
3.2.2 <i>Moyens mis à disposition par le représentant du pouvoir adjudicateur</i>	19

3.2.2.a Poste informatique de type PC.....	19
3.2.2.b Fournitures diverses.....	20
3.2.2.c Locaux.....	20
ARTICLE 4 – DOCUMENTS D’EXPLOITATION.....	21
4.1 DEFINITION DES DOCUMENTS ATTENDUS.....	21
4.2 LISTE DES DOCUMENTS	21
4.2.1 Documents tenus à jour en permanence.....	21
4.2.2 Documents périodiques	22
4.2.2.a Rapport mensuel de sécurité incendie-sûreté	22
4.2.2.b Rapport annuel de sécurité incendie-sûreté.....	22
ARTICLE 5 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	23
5.1 HORAIRE D’OUVERTURE DU SITE	23
5.2 ASTREINTES.....	23
5.3 DELAIS CONTRACTUELS	23
5.3.1 Délais d’intervention.....	23
5.3.2 Délais de remise de documents.....	24
5.3.3 Délais de mobilisation.....	24
5.3.4 Autres délais.....	24
5.4 MODALITES D’EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	24
5.4.1 Prise en charge du marché.....	24
5.4.2 Protections des installations existantes.....	25
5.4.3 Modifications des installations.....	25
5.5 DOCUMENTATIONS TECHNIQUES.....	26
5.6 MATERIELS ET OBJETS CONFIES	27
5.7 REMISE DES INSTALLATIONS ET DES EQUIPEMENTS A LA FIN DE L’ACCORD-CADRE.....	27
5.7.1 Installations techniques et locaux.....	27
5.7.2 Transférabilité au nouveau titulaire	28
5.7.3 Procédure de remise	28
5.7.4 Reprise de matériels et équipements.....	28
ANNEXE I – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DES SITES DITS « PONANT I ET OSCAR NIEMEYER »	29
ANNEXE II – IMPLANTATION DES LOCAUX TECHNIQUES ET ÉQUIPEMENTS PAR NIVEAUX DES SITES DITS « PONANT I ET OSCAR NIEMEYER ».....	33
ANNEXE III – LIMITES DE PRESTATIONS – AUTRES INTERVENANTS SUR LES SITES DITS « PONANT I ET OSCAR NIEMEYER »	37
ANNEXE IV – RÉPARTITION DES POSTES SUR LES SITES DITS « PONANT I ET OSCAR NIEMEYER »	39

Article 1 – Contexte et présentation des sites

1.1 Objet du document

Le présent document définit les modalités de prise en charge et de réalisation, par des agents professionnels qualifiés et habilités, des prestations visant à **garantir la sûreté et la sécurité des personnes et des biens en ce qui concerne les bâtiments relevant de la préfecture de région d'Île-de-France et de Paris, y compris ceux** des directions régionales et de leurs implantations départementales bénéficiant des missions de soutien assurées dans le cadre du périmètre du Secrétariat général aux moyens mutualisés de ladite préfecture.

Conformément au Code de la Sécurité Intérieure, il est entendu, à minima, par :

- « **Sûreté des personnes et des biens** », on entend l'ensemble des actions mises en œuvre pour prévenir l'intrusion de personnes malveillantes au sein des bâtiments et l'accomplissement de tout délit ou acte de malveillance à l'encontre des personnes ou des biens ainsi que l'intervention par tout moyen, dans les limites définies par le droit, pour faire cesser le désordre ou délit ou acte de malveillance en cours de réalisation, en faisant appel si nécessaire aux forces de l'ordre.
- « **Sécurité des personnes et des biens** », l'ensemble des actions mises en œuvre pour la prévention des risques tel qu'incendie, explosion, pollution etc..., ainsi que pour l'intervention en cas de survenance d'un sinistre, quel que soit sa nature, pour faire évacuer les lieux, mettre en œuvre les premiers moyens internes de lutte contre le sinistre et accueillir les premiers secours externes.

Ces bâtiments sont, à titre principal :

- « Le Ponant I », **sis 5 rue Leblanc, 75015 Paris ;**
- « L'hôtel de Noirmoutier », **sis 138 rue de Grenelle, 75007 Paris ;**
- « Oscar Niemeyer », **sis 32 rue Jean Jaurès, 93200 Saint-Denis.**

Ces bâtiments sont, à titre complémentaire :

- Les directions régionales et leurs implantations départementales, bénéficiant des missions de soutien assurées dans le cadre du périmètre du Secrétariat général aux moyens mutualisés conformément à l'arrêté n°IDF-2023-12-20-00005-75-2023-12-20-00010 du 20 décembre 2023 portant organisation de la préfecture de la région d'Île-de-France et de Paris :
 - **La direction régionale des affaires culturelles (DRAC) ;**
 - **La direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRIAAF) ;**
 - **La direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIETS).**

Le périmètre d'intervention (localisation) des directions régionales et leurs implantations départementales sera communiqué séparément de ce document au titulaire, au gré du besoin exprimé, par le prescripteur.

Ces bâtiments sont dénommés les « **sites** » dans la suite du CCTP.

L'exécution du présent accord-cadre est soumise aux conditions techniques décrites dans le présent document, définissant l'ensemble des prestations à réaliser ainsi que les équipements et matériels mis à disposition de la société titulaire pour effectuer les missions qui lui sont confiées.

La société attributaire du marché est désignée dans l'ensemble du CCTP par le terme « **titulaire** ».

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à être en mesure d'exécuter l'ensemble des exigences du présent CCTP.

1.1.1 Affectation des sites principaux

Le site dit « Ponant I » est occupé par différents services déconcentrés de l'État dont :

- **La préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris ;**
- La direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement (**DRIHL**) ;
- L'unité territoriale de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (**DRIEAT**) ;
- La direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (**DRIAAF**).

L'exploitation du bâtiment est assurée par les services de la préfecture.

Le site dit « Oscar Niemeyer » accueille l'unité régionale de la DRIEETS.

Le site de l'hôtel particulier de Sens, dit « hôtel de Noirmoutier » sert de résidence au préfet de la région d'Île-de-France et de Paris.

1.1.2 Présentation des sites principaux

1.1.2.a Le site dit « Ponant I »

Celui-ci s'étend sur environ trente-sept-mille-trois-cent-quarante-trois mètres carrés (37 343 m²) utiles et peut être occupé par plus de mille-quatre-cent-quatre-vingt-douze (1492) personnes.

Il est principalement composé de bureaux et de salles de réunion, mais inclut quelques locaux spécifiques tels que des auditoriums, un (1) restaurant et une (1) cuisine associée.

Le site dit « **Ponant I** » est composé de :

- Deux (2) niveaux de sous-sol (SS1 et SS2) à usage principal de parkings comprenant environ deux-cents (200) places, les réserves de stockage et des locaux d'archivages ainsi que les locaux techniques ;
- Un (1) rez-de-chaussée bas (RDCB) situé au niveau de la rue ;
- Un (1) rez-de-chaussée haut (RDCH) abritant le hall d'accueil principal ainsi qu'un (1) PC de sécurité ;
- Sept (7) niveaux de superstructure accueillant principalement des bureaux et salles de réunion.

Les niveaux rez-de-chaussée haut et bas, et le premier étage sont classés établissement recevant du public (ERP de 2^{ème} catégorie type L, N, et W).

Les accès au site dit « **Ponant I** » se font par :

- L'entrée principale au 5 rue Leblanc (RDCH) : public et personnel ;
- L'entrée secondaire, côté Parc (RDCH) : issue de secours ;
- La rampe du parking depuis la rue Leblanc (1^{er} sous-sol) : personnel ;
- Le quai de livraisons rue Leblanc (RDCB) : services généraux.

Le rez-de-chaussée bas dispose aussi de portes d'entrée à accès plus restreint.

1.1.2.b Le site dit « Oscar Niemeyer »

Celui-ci s'étend sur environ neuf-mille-cinq-cent-soixante-sept mètres carrés (9 567 m²) utiles et peut être occupé par plus de six-cent-cinquante (650) personnes.

Il est principalement composé de bureaux et de salles de réunion, mais inclut quelques locaux spécifiques tels que des salles de réception, deux (2) locaux indépendants à destination public, un (1) restaurant et une (1) cuisine associée.

Le site dit « **Oscar Niemeyer** » est composé de :

- Un (1) sous-sol (SS1) accueillant des locaux techniques, des locaux d'archives, un (1) parc de stationnement constitué de vingt (20) places de voitures, six (6) places de motos et soixante-quinze (75) places de vélos ;
- Un (1) rez-de-chaussée (RDC) doté d'un (1) hall d'accueil, de salles de réunion, d'une (1) cafétéria, de bureaux, d'un (1) PC de sécurité et deux (2) locaux isolés à usage d'ERP (local PIF Gadget et local Basilic) ;
- Un (1) entresol (ES) avec une (1) mezzanine pour le local PIF Gadget ;

- Quatre (4) niveaux de superstructure accueillant principalement des bureaux, salles de réunion et sanitaires (R+1 au R+4) ;
- Un toit aménagé (rooftop) comprenant des salles de réception, des locaux techniques et une (1) terrasse accessible (R+5).

Les locaux isolés (PIF Gadget et Basilic) en RDC sont classés ERP 5^{ème} catégorie avec des activités de type M.

Les accès au site dit « **Oscar Niemeyer** » se font par :

- L'entrée principale au 32 rue Jean Jaurès : public et personnel ;
- L'entrée côté rue de Strasbourg : personnes à mobilité réduite (PMR) ;
- L'entrée du parking depuis la rue de Strasbourg ;
- Le quai de livraison depuis le Passage Pierre Abélard : services généraux.

1.1.2.c Le site dit « hôtel de Noirmoutier »

Celui-ci s'étend sur environ deux-mille mètres carrés (2000 m²) et fait l'objet d'un usage mixte. Il comprend à la fois des locaux à usage d'habitation et des locaux à usage de bureaux. Il est donc assujéti au Code de l'Habitation et au Code du Travail.

Le site dit « **hôtel de Noirmoutier** » est composé de :

- Un (1) sous-sol (SS1) regroupant des locaux techniques (notamment la chaufferie), des réserves, des caves, des vestiaires et une (1) salle de bain ;
- Un rez-de-chaussée (RC) regroupant un (1) accueil, une (1) bibliothèque, divers salons (grand salon, petit salon, salon de musique, salon), une (1) salle à manger, une (1) salle de réunion, un (1) vestiaire, des sanitaires, une (1) cuisine et une (1) lingerie ;
- Un entresol (ES) regroupant des bureaux, une (1) chambre, une (1) salle de détente, des sanitaires ;
- Un 1^{er} étage (R+1) regroupant des bureaux, des chambres, une (1) salle à manger, des salles de bain, des sanitaires ;
- Des combles (CO) regroupant des bureaux et des locaux archives.

La description des installations techniques de chacun des sites principaux fait l'objet de l'**Annexe I**.

L'implantation des locaux techniques de chacun des sites principaux est décrite en **Annexe II**.

1.2 Périmètre de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-11 du code de la commande publique suivant lesquelles la dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations, le présent accord-cadre n'est pas alloti.

Article 2 – Contenu des prestations

2.1 Objectifs généraux

Pour les prestations de sûreté et de sécurité incendie, l'objectif porte sur la qualité des méthodes et la qualité des services confiés qui se traduisent notamment par le respect de l'exécution des tâches confiées, le respect des délais et la satisfaction des occupants sur l'ensemble des sites (**à titre principal et à titre complémentaire**).

Le marché impose au titulaire des obligations de continuité des prestations et de mise en œuvre de moyens minimaux au moins équivalents à ceux définis par le titulaire dans le mémoire qu'il a joint à son offre.

Les prestations à assurer sont déclenchées selon les modalités prévues au CCAP et regroupées :

- **En prestations récurrentes**, rémunérées sur la **base d'un montant forfaitaire** pour les sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** » ;
- **En prestations ponctuelles**, sous forme de renforts, rémunérées sur la **base de prix unitaires** pour les sites, à titre principal (sites dits « **Ponant I, Oscar Niemeyer et hôtel de Noirmoutier** ») et à titre complémentaire (les directions régionales et leurs implantations départementales).

Les prestations assurées par le titulaire doivent être conformes aux dispositions de l'ensemble des lois et règlements applicables aux prestations de gardiennage, notamment les articles L. 611-1 à L. 617-16 et R. 611-1 à R. 617-5 du code de la Sécurité Intérieure.

En raison du classement partiel en établissement recevant du public (ERP) pour les sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** », au regard notamment du Code de la Construction et de l'Habitation ainsi que de l'arrêté LGFX0290033A du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), le titulaire se soumet aux prescriptions réglementaires et administratives en la matière et fait respecter par son personnel les consignes de sécurité, les contraintes horaires, participe aux exercices d'alerte et d'évacuation, et fait, à ce sujet et en temps opportun, toutes suggestions nécessaires.

Le présent CCTP ne fournit pas la liste exhaustive des textes applicables.

Le titulaire étant un spécialiste, il est réputé connaître l'ensemble des textes régissant la profession et doit le cas échéant prendre en compte toutes nouvelles normes, qui apparaîtraient au cours de l'exécution du contrat, à la place de celles citées postérieurement à l'émission du présent document.

2.2 Prestations récurrentes

2.2.1 Mesures préventives

2.2.1.a Sûreté et contrôle d'accès

Le titulaire assure la surveillance et le gardiennage des sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** », **24h/24 et 7j/7**, via l'exploitation de l'installation du système de vidéo de surveillance et de contrôle d'accès.

La prestation comprend, outre la surveillance du système PTI (protection du travailleur isolé), celle des alarmes de synthèse qui y sont reportées.

En cas de besoin, l'équipe de gardiennage déclenchera l'intervention des moyens de secours et d'assistance via son personnel. Ce coût est inclus dans la prestation.

Il assure la gestion de l'accès au parking et au quai de livraison, en intervenant notamment en cas de dysfonctionnement des portails automatiques d'accès ou des barrières levantes afin d'assurer la possibilité d'entrer ou de sortir des sites par cet accès.

Le titulaire fait intervenir rapidement le prestataire de maintenance concerné en cas de nécessité.

Il est également chargé de la distribution et la restitution des clés, ainsi que de la création, du paramétrage et de la délivrance des badges permanents comme temporaires selon la procédure définie par le prescripteur.

L'organigramme des clés et la gestion des droits d'accès aux locaux sont assurés par le prescripteur qui transmet les instructions au titulaire selon la procédure qu'il aura définie.

Le cas échéant, le titulaire observe et met en œuvre les consignes de sûreté particulières émises par prescripteur (Vigipirate, alerte à la bombe, zones sensibles...).

La prestation est principalement assurée par une permanence au PC sécurité, et des rondes.

Cette permanence permet d'assurer le service réglementaire de sécurité incendie, l'exploitation des installations de sûreté, notamment de contrôle vidéo et de certaines installations techniques (ascenseurs notamment), et la coordination des agents déployés sur ces sites.

Le contrôle vidéo consiste pour le titulaire à utiliser les possibilités techniques du système de vidéo de surveillance mis à disposition par le pouvoir adjudicateur pour faciliter l'aide à l'exploitation.

2.2.1.b Service de sécurité incendie

Le titulaire assure le service de sécurité incendie prévu par les articles MS 46 et suivants du règlement de sécurité des ERP approuvé par l'arrêté LGFX0290033A du 25 juin 1980.

Ce service comprend en particulier, sans pour autant s'y restreindre, les prestations suivantes :

- Le maintien d'une permanence au local PC Sécurité **24h/24 7j/7** ;
- La gestion des alarmes incendies et le réarmement des équipements ;
- L'organisation et exécution des rondes de sécurité ;
- La participation aux exercices de sécurité incendie et d'évacuation, le cas échéant, la formation des occupants de ces sites ;
- L'organisation des périmètres de sécurité ;
- La tenue du registre de sécurité réglementaire et sa mise à jour ;
- La gestion et la délivrance des permis de feu ;
- La vérification des moyens concourant à la sécurité incendie.

De manière générale, le titulaire s'informe en permanence des risques généraux et particuliers des sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** » et prend toutes dispositions pour empêcher que se trouvent réunies les conditions d'accidents ou d'incendie.

Il consigne sur la main courante tous les contrôles réglementaires effectués et les observations lors des rondes techniques de sécurité.

En outre, le registre de sécurité est tenu en permanence à disposition des prestataires externes agréés.

Il applique avec la plus grande rigueur, la réglementation en vigueur, notamment, sans s'y limiter, le Code de la Sécurité Intérieure et les consignes particulières des sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** » qu'il fait respecter par les occupants et utilisateurs de ces sites, si nécessaire, en liaison avec le représentant du pouvoir adjudicateur.

2.2.1.c Exploitation des systèmes de sécurité incendie (SSI) et de sûreté

Le titulaire exploite et gère sous sa seule responsabilité les équipements, liés à la sûreté et la sécurité incendie (SSI, contrôle d'accès, notamment) des sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** », décrits en **Annexe I**.

Il lui appartient de vérifier le bon état de fonctionnement de ces équipements.

En cas de défaillance, il met en place les mesures conservatoires nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

Si les installations mises à sa disposition, ou celles dont il contrôle le fonctionnement, venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le titulaire serait tenu d'en informer le prescripteur, par écrit et sans délai.

Il appartient au prescripteur de prendre, aussitôt, les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

2.2.1.d Contrôles de sécurité

Le titulaire effectue à l'occasion de rondes, ou par l'exploitation des systèmes, tous les contrôles de sécurité des sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** ».

Ces contrôles comprennent notamment, sans pour autant s'y cantonner :

- Le suivi du bon fonctionnement des ascenseurs ;
- Le contrôle des extincteurs (présence, état visuel, présence des scellés, etc...) ;
- La vérification de la fermeture des ouvrants de désenfumage ;
- Le bon fonctionnement des équipements de sécurité ;
- La bonne fermeture des accès aux sites.

Il informe sans délai le prescripteur lorsqu'il n'est pas en mesure d'effectuer une intervention nécessaire sur ces matériels.

2.2.1.e Autres équipements

Un certain nombre d'équipements sont maintenus ou exploités par d'autres prestataires intervenant sur les sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** ».

La liste des principaux contrats confondus, sur ces sites, figure en **Annexe III**.

Ces installations sont susceptibles de pannes entraînant des alarmes et des désordres dans le fonctionnement des sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** ».

Le fait que le titulaire n'ait pas en charge certaines opérations de maintenance ne l'exonère pas de réaliser les essais nécessaires pour assurer le maintien en sécurité de ces sites (manœuvres de volets coupe-feu, exactitudes des reports d'alarmes, extincteurs, portes coupe-feu, interphonie, barrières levantes, etc...).

Il dispose à cet effet, au PC sécurité des sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** » d'un poste dédié à la gestion technique, dont il assure l'exploitation.

Le titulaire sera informé des procédures à suivre pour faire appel à l'astreinte des prestataires concernés lorsque de tels événements se produisent en dehors de leur présence sur ces sites.

Il doit assistance au prestataire d'entretien en cas de sinistre (dégâts des eaux, bris de glace, etc...), afin de garantir la pérennité de ces sites et la qualité d'accueil des utilisateurs.

La liste des principales installations techniques du site figure dans le classeur contenant l'ensemble des documents de référence (y compris procédures) mis à la disposition de tous les personnels intervenants sur ces sites.

2.2.2 Mesures correctives

Lors de sinistres, incidents ou accidents sur les sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** » (alarmes SSI ou GTB, constat, signalement, etc...), le titulaire intervient rapidement pour limiter ou supprimer les conséquences, assurer la protection des personnes et des biens et entreprendre les premières opérations correctives.

Le titulaire s'engage, sans pour autant s'y limiter, notamment à :

- Effectuer une levée de doute sur le lieu de l'incident, dans les délais définis au 5.3.1 ;
- Alerter le prescripteur et, le cas échéant, la société ou la personne la plus à même de remédier à la défectuosité ayant causé l'incident (prestataire de maintenance technique, secours extérieurs tels que la Police, sapeurs-pompiers, SAMU...) ;
- Combattre un début d'incendie et stopper les systèmes de ventilation ;
- Mettre en place des périmètres de sécurité si nécessaire ;
- Organiser l'évacuation des occupants ;
- Apporter les soins de première urgence ;
- Se mettre à la disposition des secours extérieurs ;
- Fermer une vanne de barrage d'un réseau hydraulique ou désobstruer les regards d'évacuation (défini par procédures) ;
- Se mettre à disposition de l'opérateur lors d'une désincarcération des personnes bloquées dans un ascenseur suivant les procédures déterminées en accord avec le mainteneur ;
- Effectuer une ronde de sûreté et de sécurité après remise en ordre ;
- Informer le responsable de la maintenance technique des dysfonctionnements et de toutes dégradations observées (éclairage hors service, problème de serrure ou de porte, dégradation de revêtement de sol – mur et plafond).

2.2.3 Mesures d'assistance

Les mesures d'assistance aux personnes sur les sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** » impliquent principalement, mais sans pour autant s'y circonscrire, de :

- Dispenser les premiers soins aux personnes ;
- Assister les personnes à mobilité réduite dans leurs déplacements ;
- Assister l'organisme de vérification lors des visites réglementaires de contrôle des installations, intervenir pour permettre les accès des sociétés ou organismes divers mandatés par le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- Participer, d'une manière générale, à l'instauration d'un climat de confiance sur ces sites.

2.3 Prestations ponctuelles

Ces prestations non quantifiables à l'avance consisteront en une extension des moyens humains de sûreté et de sécurité incendie de l'ensemble des sites (« **Ponant I, Oscar Niemeyer, hôtel de Noirmoutier** » ainsi que les **directions régionales et leurs implantations départementales**) pour la réalisation de mesures préventives, correctives et d'assistance, comme développées au travers des articles 2.2.1 à 2.2.3 du présent CCTP, prévisibles ou urgentes.

Les événements susceptibles de motiver ces prestations sont essentiellement :

- Des colloques ou manifestations réunissant un nombre important de participants publics ou habituellement extérieurs à ces sites ;
- Des réunions du personnel ;
- Un besoin de renforcement des moyens permanents de sûreté ou de sécurité ;
- Une panne d'une installation technique de surveillance ou du dysfonctionnement d'un moyen de fermeture des accès à ces sites ou de la mise œuvre des plans vigipirate, alerte attentat ;

Les délais et conditions de mobilisation des renforts sont précisés au 5.3.3 du présent CCTP.

Article 3 – Moyens et matériels

3.1 Moyens Humains :

3.1.1 Constitution de l'équipe de sûreté et de sécurité incendie

Pour assurer l'ensemble des prestations de sûreté et de sécurité incendie, 24h/24 7j/7, au site dit « Ponant I », il est demandé la mise en place, au minimum, hors prestations ponctuelles, du personnel suivant :

POSTE	QUALIFICATION FORMATION	HORAIRES PAR POSTE	NOMBRE DE POSTES
Personnel d'encadrement	Cadre	Non permanent sur le site (interventions selon nécessités)	
Chef d'équipe de Sécurité Incendie	SSIAP 2(*) ou supérieure	08h00-18h00 Du lundi au vendredi hors jours fériés	1
Agent de sécurité incendie	SSIAP 1(*) ou supérieure	24h/24 et 7j/7	1
Agent de sécurité polyvalent	SSIAP 1 ou supérieure	06h00-22h00 Du lundi au vendredi hors jours fériés	1
Agent de sécurité	Certificat de Qualification d'Agent de sécurité (CQP ADS)	07h30-19h00 Du lundi au vendredi hors jours fériés	1

(*) avec trois (3) à cinq (5) ans d'expérience sur un poste équivalent.

L'équipe de sûreté et de sécurité incendie présent sur ce site s'établit donc comme suit :

- ⌚ 06 h 00 -> 07 h 30 : deux (2) postes ;
- ⌚ 07 h 30 -> 08 h 00 : trois (3) postes ;
- ⌚ 08 h 00 -> 18 h 00 : quatre (4) postes ;
- ⌚ 18 h 00 -> 19 h 00 : trois (3) postes ;
- ⌚ 19 h 00 -> 22h 00 : deux (2) postes ;
- ⌚ 22 h 00 -> 06 h 00 : un (1) poste.

Pour assurer l'ensemble des prestations de sûreté et de sécurité incendie, 24h/24 7j/7, au site dit « Oscar Niemeyer » il est demandé la mise en place, au minimum, hors prestations ponctuelles, du personnel suivant :

POSTE	QUALIFICATION FORMATION	HORAIRES PAR POSTE	NOMBRE DE POSTES
Personnel d'encadrement	Cadre	Non permanent sur le site (interventions selon nécessités)	
Chef d'équipe de Sécurité Incendie	SSIAP 2(*) ou supérieure	07h00-19h00 Du lundi au vendredi hors jours fériés	1
Agent de sécurité polyvalent	SSIAP 1(*) ou supérieure	24h/24 et 7j/7 08h00-20h00 et 20h00-08h00	1

(*) avec trois (3) à cinq (5) ans d'expérience sur un poste équivalent.

L'équipe de sûreté et de sécurité incendie présent sur site s'établit donc comme suit :

- ⌚ 07 h 00 -> 19 h 00 : deux (2) postes ;
- ⌚ 19 h 00 -> 07 h 00 : un (1) poste.

Aucun retard ne peut être toléré.

Durant les horaires prévues, les prestations doivent être réalisées en continu, sans aucune interruption pour quelque motif que ce soit (pause méridienne ou autre). Il appartient au titulaire d'organiser la prestation de telle façon que cette permanence soit garantie.

Le titulaire fait sien des problèmes d'horaires et d'effectifs, Il recrute, rémunère et emploie le personnel nécessaire, sous sa seule responsabilité, au regard des charges sociales et fiscales, inclus dans le montant forfaitaire annuel des prestations.

La répartition des postes sur les sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** » est visualisable à l'**Annexe IV**.

3.1.2 Qualifications et formations

Outre les qualifications relatives à la sécurité incendie, l'un au moins des agents de l'équipe de sûreté et de sécurité incendie en poste lors des horaires d'ouverture au public des sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** » dispose de la qualification « **agent de sécurité** » selon les textes conventionnés de référence et le certificat de qualification professionnelle Agent de Prévention et de Sécurité.

Le personnel du titulaire délégué sur les sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** » devra avoir reçu la formation nécessaire pour l'utilisation des outils informatiques qu'il devra utiliser et exploiter dans le cadre du présent accord-cadre (système de vidéo de surveillance, contrôle d'accès, ...).

Les formations nécessaires sont à la charge du titulaire et inclus dans le montant forfaitaire annuel des prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander des formations aux agents du titulaire de ces sites ayant pour objet la désincarcération des personnes bloquées dans un ascenseur.

La qualification proposée par le titulaire dans le mémoire de présentation de son offre, concernant les agents en poste sur l'ensemble des sites (**à titre principal et complémentaire**), doit inclure obligatoirement la qualification minimum exigée.

Des copies des certificats de qualification, d'habilitation électrique H0B0 et des cartes professionnelles du personnel intervenant sur l'ensemble des sites (**à titre principal et complémentaire**) sont conservées sur les sites d'intervention et mises à disposition du prescripteur, qui procédera à leur vérification.

Les qualifications exigées pour chacun des postes dans le cadre des prestations récurrentes et ponctuelles, tous sites confondus, sont celles définies ci-dessous :

Poste	Carte Professionnelle	SST(*)	H0B0	SSIAP 1	SSIAP 2	SSIAP 3
Chef des sites (SSIAP 3)	X	X	X			X
SSIAP 2	X	X	X		X	
SSIAP 1	X	X	X	X		
ADS	X	X				
ADS Filtrage	X	X				

(*) Sauveteur Secouriste au Travail comprenant l'utilisation du défibrillateur

Outre l'obtention des qualifications professionnelles nécessaires à la réalisation, par les agents, des prestations demandées, le recyclage de celles-ci devra être effectué, si cela s'avérait nécessaire (notamment au regard de la durée de validité de celles-ci).

3.1.3 Connaissances des sites dits « Ponant I, Oscar Niemeyer et hôtel de Noirmoutier »

En phase de lancement de l'accord-cadre, le titulaire devra assurer impérativement la présence d'un agent ou d'un personnel d'encadrement (cadre) ayant participé à la soumission de l'offre retenue **pendant au moins trois (3) journées complète par semaine.**

Cette présence **durera deux (2) mois à compter de la date de début d'exécution des prestations du présent accord-cadre.**

À tout moment de l'exécution de l'accord-cadre, la moitié au moins de l'effectif du titulaire présent sur ces sites justifie de la bonne connaissance de ceux-ci **par quinze (15) jours au moins de présence au cours des deux (2) mois précédents.**

3.2 Autres Moyens

3.2.1 Moyens et outils dus par le titulaire

Les moyens mis en place par le titulaire sont ceux décrits dans le mémoire d'organisation remis lors du dépôt de l'offre.

Ils ne donnent pas droit à une rémunération complémentaire.

3.2.1.a Cahier des procédures du titulaire

Ce cahier recense l'ensemble des informations techniques nécessaires au personnel du titulaire intervenant sur l'ensemble des sites (**à titre principal et à titre complémentaire**) pour mener à bien ses missions.

Une copie de ce cahier est remise au prescripteur, qui **le valide dans le mois suivant la date de début d'exécution des prestations du marché.**

Ce cahier a pour objectif, non exhaustif de :

- permettre une meilleure gestion des équipements et des interventions ;
- être un outil pédagogique permettant une formation rapide et la plus exhaustive possible des agents du titulaire.

Le cahier des procédures inclut au minimum :

- Les fiches de poste du personnel du titulaire ;
- La liste des équipements de sûreté et de sécurité incendie ainsi que leur localisation ;
- Une méthodologie d'utilisation des installations du PC et des équipements concourant à la sécurité sur ces sites ;

- La liste des contrôles et essais de fonctionnement des équipements de sûreté et de sécurité incendie à réaliser (en précisant la périodicité et les textes de la réglementation de référence) ;
- Une procédure de gestion des autorisations d'accès aux sites (en dehors des heures normales d'ouverture, conditions d'entrée au parking, personnes handicapées, etc...), établie selon les consignes du prescripteur ;
- Une méthodologie d'utilisation de la main courante ;
- Une procédure de gestion des appels :
 - Des sapeurs-pompiers et des services de police (les décisions d'actions doivent cependant être obligatoirement validées par le prescripteur) ;
 - Des entreprises prestataires intervenant sur les installations de sécurité incendie et de sûreté ;
 - Du représentant du pouvoir adjudicateur ;
 - Des services d'astreinte des prestataires intervenant sur le site ;
- Une procédure sur l'évacuation des personnels (point de rencontre...) ;
- Une procédure sur les actions à entreprendre en cas de dégâts des eaux ou de dysfonctionnement d'origine électrique ;
- Une procédure sur les actions à entreprendre en matière de sûreté, en application des instructions gouvernementales (plan vigipirate, alerte attentat notamment).

De manière générale, sont intégrées par le titulaire toutes les procédures susceptibles de prévenir les intrusions malveillantes et de garantir la sécurité de ces sites et des personnes.

Le personnel d'encadrement assure la mise à jour de ce cahier des procédures et le soumet au prescripteur **au moins une (1) fois par an ou sur sa demande expresse**.

3.2.1.b Main courante : gestion et suivi des incidents et des interventions

Le titulaire dispose d'un logiciel de main courante informatisée dont il assure le paramétrage, l'exploitation technique et la maintenance.

Le délai pour la fourniture et le paramétrage du logiciel est de **quinze (15) jours après le début d'exécution des prestations du présent accord-cadre**.

Les agents en poste du titulaire sur les sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** » consignent en permanence et en temps réel dans le système informatisé dit « **main courante** », l'ensemble des :

- Anomalies, incidents et accidents (déclenchements d'alarmes incendie, appels téléphoniques pour interventions, déclenchements d'alarmes techniques) ;
- Contrôles et vérifications réalisés ;

- Consignes aux changements de poste ;
- Heures d'entrée et de sortie des personnels des entreprises prestataires (EDF, maintenance, entretien, etc...).

Au même titre, pour les agents, en poste sur les autres sites, intervenant à titre de manière ponctuelle, ceux-ci devront renseigner le registre de main courante en version papier et seront mis à disposition du prescripteur.

Ils rédigent un compte rendu d'intervention pour toutes anomalies, incidents et accidents ayant entraîné des préjudices aux personnes ou une dégradation des biens mobiliers et immobiliers mentionnant à minima le détail de toutes les opérations effectuées pour y remédier ainsi que la nature des éventuelles défaillances constatées.

Le compte rendu doit être propre, claire, lisible et correctement rédigée en français. Elle doit être horodatée et attribuée sans équivoque à l'agent ayant saisi l'information.

Le représentant du pouvoir adjudicateur a accès, à sa demande, à l'intégralité des données gérées par le logiciel. Celles-ci sont utilisées pour fournir la plupart des informations et des rapports définis à l'article 4.2.

À la fin du présent accord-cadre, ce logiciel sera propriété du représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire devra gérer avec lui et son fournisseur le transfert de licence.

3.2.1.c Système de contrôle de ronde

Le titulaire met en place un système informatisé de contrôle de rondes sur les sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** » permettant le traitement d'une centaine de pointeaux environ.

La mise en service est réalisée au **maximum deux (2) semaines après le début d'exécution des prestations.**

Dès lors, le titulaire informe le prescripteur, par un procès-verbal écrit de la date et l'heure de début d'exploitation technique du système.

Ce système est constitué d'un logiciel (installé sur le PC mis à disposition par le pouvoir adjudicateur) et d'une unité de lecture portative des pointeaux, permettant l'impression en temps différé des informations concernant la réalisation des rondes dont le circuit et les modalités sont définis au préalable avec le prescripteur.

Le titulaire en assure l'exploitation technique et la maintenance de ce logiciel.

Le manquement d'un point, signalé par le prescripteur, entraîne un rappel à l'ordre, établi par écrit, daté et signé.

Dès le troisième rappel à l'ordre **en moins d'un (1) mois**, le titulaire se verra imposer une pénalité selon les modalités définies au CCAP.

La non-utilisation partielle du système (moins de la moitié des points validés sur une ronde) constitue un manquement grave aux obligations et donne droit au représentant du pouvoir adjudicateur de résilier l'accord-cadre sans qu'aucune réclamation ne soit possible de la part du titulaire.

À la fin de l'accord-cadre, ce logiciel sera propriété du représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire devra gérer avec lui et son fournisseur le transfert de licence.

3.2.1.d Sauvegardes informatiques

Le titulaire est responsable de la sauvegarde quotidienne des bases de données (main courante, contrôle de rondes) sur les sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** » selon une procédure figurant dans le cahier de procédures et validée par le prescripteur.

Une sauvegarde informatisée est **remise chaque semaine au prescripteur**.

3.2.1.e Moyens de communication et de protection du travailleur isolé (PTI)

Le travail est considéré comme isolé lorsque le travailleur est hors de vue ou de portée de voix d'autres personnes et sans possibilité de recours extérieur (recommandation R416 du 29 novembre 2004 de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés).

Conformément à l'article R. 4512-13 du Code du Travail, une solution devra être mise en place par le titulaire pour une mise en œuvre des dispositions nécessaires « **pour qu'aucun travailleur ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident** ».

C'est pourquoi, dans **un délai d'une (1) semaine maximum suivant la prise de début d'exécution des prestations**, le titulaire fournit et installe un système de radiocommunication interne, sur les sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** », comprenant :

- Un (1) talkie-walkie (ou GSM) équipé d'un système de Protection du Travailleur Isolé (PTI) par agent, avec notamment détection de la perte de verticalité, par agents présents, au minimum ;
- Deux (2) talkies-walkies supplémentaires sur la même fréquence ou GSM, au minimum (réservés au secours et/ou interventions, ...);

- Les installations nécessaires au fonctionnement (relais, antennes, transmetteurs...). Les alarmes du PC Sécurité (DI, Intrusion, GTC), les interphones et la ligne téléphonique du poste de sécurité sont reportés sur le poste PTI. En cas de non-acquittement les alarmes sont automatiquement transmises au système de vidéo de surveillance.

Ces moyens et matériels doivent être en bon état et permettre aux agents de remplir leurs fonctions.

Les liaisons entre les appareils de communication fournis par le titulaire à ses agents doivent fonctionner sur l'ensemble de ces sites (des sous-sols au dernier étage).

Le titulaire utilise, dans la limite des possibilités des systèmes :

- Les contacts secs des alarmes qui doivent être surveillées (DI, Intrusion, GTC...), en accord avec le prescripteur ;
- Les reports d'interphonie et de téléphonie.

Il a la charge, dans le cadre de la fourniture du système, d'assurer le raccordement à son installation.

La fourniture de l'installation complète fait l'objet d'un montant d'investissement qui est inclus dans le montant forfaitaire annuel des prestations.

Le titulaire assure l'exploitation et la maintenance du système dans le cadre du prix forfaitaire. Cela inclut :

- Les redevances pour l'utilisation de la fréquence radio-électrique ;
- La maintenance des équipements (remplacement des batteries, dépannages, etc.).

À la fin du marché, ce système sera propriété du représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire devra gérer avec lui et son fournisseur le transfert de licence.

3.2.1.f Divers

Le titulaire fait son affaire, dans le cadre des prestations récurrentes et ponctuelles, sur l'ensemble des sites (**à titre principal et complémentaire**) :

- De l'équipement de son personnel (tenue vestimentaire, torche électrique...);
- Des produits nécessaires aux essais de fonctionnement courant ;
- D'une trousse de pharmacie d'urgence dont le contenu est contrôlé régulièrement ;
- Des fournitures de bureaux (registres, stylos, mains courantes, permis de feu...).

Il est rappelé que le port d'arme par les agents est totalement prohibé.

Conformément à la législation en vigueur, notamment l'arrêté du 18 juillet 2023 IOMD2313317A relatif aux tenues des agents privés de sécurité pour l'application des articles L. 613-4, L. 613-8 et L. 614-3 du code de la sécurité intérieure, dans l'exercice de ses fonctions, l'agent doit porter une tenue qui permet de l'identifier spontanément et qui ne doit pas porter confusion avec tout uniforme défini par les textes réglementaires (police, gendarmerie...).

Le titulaire devant s'assurer de l'entretien de ladite tenue et de son remplacement éventuel, autant que nécessaire, notamment eu égard à la gestion de la fin de vie des tenues professionnelles inscrites au CCAP.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de sa tenue de travail.

Chaque agent du titulaire présent sur les sites devra être équipé d'un badge personnel portant son nom, prénom et une photo d'identité.

3.2.2 Moyens mis à disposition par le représentant du pouvoir adjudicateur

3.2.2.a Poste informatique de type PC

Le représentant du pouvoir adjudicateur met à disposition du personnel du titulaire, au poste de sécurité, sur les sites dits « **Ponant I, Oscar Niemeyer et hôtel de Noirmoutier** », un poste informatique de type PC équipé d'une imprimante.

Il est connecté sur le réseau informatique du représentant du pouvoir adjudicateur et il permet d'échanger des courriers électroniques à l'intérieur et à l'extérieur de ces sites.

Ce poste informatique comporte un pack bureautique (traitement de texte, tableur) incluant un système de messagerie Internet et un logiciel de protection (antivirus, anti-spam, firewall).

Le prescripteur fournit les consommables courants (papier, toner ou cartouches, accessoires de bureau), sauf en cas d'abus.

Outre l'établissement du *reporting* et l'accès à la messagerie, ce poste accueille le logiciel de main courante informatisée et le logiciel de déchargement et gestion du contrôleur de ronde portatif.

Le représentant du pouvoir adjudicateur assure la maintenance et le support du poste informatique et des logiciels qu'il fournit.

Le titulaire est tenu pour responsable de toute dégradation anormale du matériel (chutes, chocs, renversement de liquide sur le clavier, etc.) ou de contamination virale qui pourrait être imputée à un usage sortant du cadre des obligations du marché.

3.2.2.b Fournitures diverses

Le représentant du pouvoir adjudicateur prend en charge les fournitures suivantes :

- L'électricité ;
- L'eau de ville ;
- Les vestiaires ;
- Les communications téléphoniques de service.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remboursement des communications téléphoniques au titulaire en cas d'abus.

3.2.2.c Locaux

Le représentant du pouvoir adjudicateur met à la disposition du personnel du titulaire sur les sites dits « **Ponant I, Oscar Niemeyer et hôtel de Noirmoutier** », un local conforme à la réglementation du travail en vigueur (vestiaires, douches, lavabos, WC...).

Ces locaux sont mis à la disposition du titulaire pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre, à l'exclusion de tout autre usage.

Le prescripteur se réserve le droit d'y accéder, en présence du titulaire ou de ses agents.

Le titulaire n'a pas en charge le nettoyage courant des espaces mis à sa disposition pour mener à bien sa mission (PCS, bureau, vestiaires...). Toutefois, le titulaire est tenu de maintenir ces espaces dans un état de propreté adéquat.

Les dégradations anormales causées par lui pourront être réparées à sa charge.

Un état des lieux contradictoire est dressé au début de l'exécution des prestations du présent accord-cadre.

Il peut, s'il le juge utile, proposer au prescripteur l'adjonction à ses frais de tout aménagement complémentaire.

Les projets correspondants doivent recevoir l'accord écrit du représentant du pouvoir adjudicateur sur le descriptif des aménagements avant tout commencement d'exécution.

Article 4 – Documents d'exploitation

4.1 Définition des documents attendus

Le titulaire propose les modèles de documents au prescripteur le plus tôt possible et au plus tard dans **les deux (2) mois suivant la date de notification du marché**, connaissant la date limite de mise en place de ceux-ci dans leur version définitive.

Le prescripteur dispose **de quinze (15) jours pour faire part de ses observations**.

Les rapports peuvent être amenés à évoluer dans le temps selon les besoins et souhaits du prescripteur.

Le titulaire reste toutefois responsable de la cohérence et de la pertinence des informations fournies.

Les documents sont élaborés dans le souci de permettre :

- Une lecture rapide, la présentation soignée d'informations claires et explicites ;
- Une recherche efficace des informations : sommaires organisés, codifications simples ;
- Une analyse par thème à la fois simplifiée (synthèse) et détaillée (annexes) ;
- Une étude fine des données : citation de références ou sources, explication des méthodes ;
- Une modularité cohérente pour faire évoluer le document sans avoir à en reprendre complètement le principe.

4.2 Liste des documents

4.2.1 Documents tenus à jour en permanence

Le titulaire tient en permanence à la disposition du prescripteur, les documents suivants :

- Le registre de sécurité (article 2.2.1.b du CCTP) ;
- Le cahier des procédures (article 3.2.1.a du CCTP) ;
- La main courante (article 3.2.1.b du CCTP) ;
- Le calendrier des opérations de maintenance à venir (en relation avec les prestataires concernés) ;
- Le planning, à jour, **du personnel pour le mois à venir** ;
- La liste nominative, à jour des membres de son personnel faisant notamment apparaître pour chacun, à minima, une photographie, l'état civil et l'affectation ;
- Un tableau récapitulatif de suivi de formations et habilitations des agents ainsi que les justificatifs.

4.2.2 Documents périodiques

4.2.2.a Rapport mensuel de sécurité incendie-sûreté

Ce document est présenté au prescripteur accompagné d'un tableau de bord de la fonction sûreté et de la fonction sécurité incendie.

Il fait figurer :

- Un rappel des principaux événements (intervention de l'équipe de sûreté sécurité, manifestation...) **ayant eu lieu le mois précédent** ;
- Le bilan des opérations, de maintenance préventive et corrective, de contrôles ou d'essais, réalisés sur les installations de sécurité incendie et de sûreté par les entreprises prestataires du site,
- Les remarques éventuelles pour améliorer la prestation,
- Un tableau de bord dissociant les prestations de sûreté, de sécurité incendie et sanitaires, présentant le nombre d'appels enregistrés pour intervention.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra demander la tenue de réunions à la suite de ce rapport. Il aura par ailleurs la possibilité de faire le point avec le titulaire chaque fois qu'il le juge nécessaire.

4.2.2.b Rapport annuel de sécurité incendie-sûreté

Ce document, remis par le responsable d'affaires au prescripteur, donne les informations suivantes :

- Les besoins en moyens divers ;
- Le planning prévisionnel **sur un (1) an des opérations de maintenance préventive et de contrôle réglementaire des installations de sûreté et de sécurité incendie et de sûreté en liaison** avec les intervenants concernés ;
- Le bilan exhaustif pour l'année écoulée des interventions ;
- Un tableau de bord dissociant les prestations de sûreté, sécurité incendie et sanitaires, présentant le nombre d'appels enregistrés pour intervention.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra demander la tenue de réunions à la suite de ce rapport. Il aura par ailleurs la possibilité de faire le point avec le titulaire chaque fois qu'il le juge nécessaire.

Article 5 – Modalités d'exécution des prestations

5.1 Horaire d'ouverture du site

L'ensemble des horaires d'activités exercées sur l'intégralité des sites (à **titre principal et complémentaire**) du lundi au vendredi inclus, hors jours fériés seront remis ultérieurement au titulaire.

Hors jours ouvrés (samedi, dimanche et jours fériés), les sites seront ouverts 24h/24 à certaines personnes habilitées dont la liste sera fournie au titulaire. Cette liste est évolutive et susceptibles de modifications, auquel cas celle-ci fera l'objet d'une actualisation.

5.2 Astreintes

À tout moment, le prescripteur doit pouvoir contacter un cadre d'astreinte (ou un cadre d'astreinte suppléant) du titulaire selon les modalités que celui-ci aura communiquées à la date de début d'exécution des prestations.

Ce responsable peut seconder les équipes sur site en cas de besoin et valider immédiatement les demandes de renforts (**article 2.3 du CCTP**) demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

5.3 Délais contractuels

5.3.1 Délais d'intervention

Le délai d'intervention correspond au temps entre la demande d'intervention auprès du PC sécurité ou de l'heure de déclenchement du détecteur ou de l'alarme technique et la fin de l'intervention.

L'intervention doit **être immédiate** pour les points ci-dessous, sans pour autant que ceux-ci soient limitatifs :

- Les interventions sur détection incendie (arrivée de l'agent du titulaire pour la levée de doute) ;
- Les interventions sanitaires et d'assistance aux personnes (arrivée de l'agent du titulaire avec le matériel adéquat).
- Une désincarcération dans un ascenseur ;
- Un dysfonctionnement des barrières levantes ou portes motorisées ;
- Le déclenchement d'une alarme technique (arrivée de l'agent du titulaire pour la levée de doute).

Le titulaire enregistre sur la main courante informatique toutes les demandes qui lui sont adressées et leur délai de traitement.

5.3.2 Délais de remise de documents

Les délais et dates de remise des documents contractuels au prescripteur sont les suivants :

- Avant la fin de vacation pour les comptes rendus d'intervention ;
- Avant le **dix (10) du mois** pour le décompte des interventions sur alarme ;
- Avant le **dix (10) du mois** pour la remise du rapport mensuel précédent ;
- **Inférieurs à vingt (20) jours calendaires après la date de début d'exécution des prestations** pour la remise du rapport annuel.

5.3.3 Délais de mobilisation

En cas de besoin d'urgence et sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire est en mesure de détacher sur l'ensemble sites (à titre principal et à titre complémentaire, non simultanément) un minimum de deux agents de sûreté supplémentaires (**article 2.3 du CCTP**) dans un délai de **deux (2) heures ouvrés après réception de la demande adressée par tout moyen pouvant être horodaté.**

5.3.4 Autres délais

Le titulaire doit former son personnel pour respecter un **délai maximum d'un (1) jour ouvré**, soit dans **les vingt-quatre (24) heures** (les samedis dimanches et jours fériés étant neutralisés), après avoir reçu la demande du représentant du pouvoir adjudicateur pour la création d'un badge.

En cas de panne du système non-imputable au titulaire, ce délai peut être neutralisé sous réserve qu'il en ait informée le prescripteur.

5.4 Modalités d'exploitation des installations

5.4.1 Prise en charge du marché

Le titulaire déclare parfaitement connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure l'exploitation technique, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière sur les sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** »

Le titulaire a effectué, préalablement à son offre, une visite complète du site « **Ponant I** » et une visite sur plan du site « **Oscar Niemeyer** ». Il ne pourra donc se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des lieux, limites, moyens d'accès, utilisation des locaux, activités présentes, contraintes liées à leurs environnements sur les sites dits « **Ponant I et Oscar Niemeyer** » pour se soustraire à ses obligations, ou réclamer des modifications des prix (hors révisions de prix, modification

des installations ou changement de périmètre entraînant des modifications substantielles).

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux (locaux confiés) et des matériels ou équipements est établi **au plus tard à la fin du premier (1^{er}) mois suivant la date de début d'exécution des prestations du présent accord-cadre** donnant lieu le cas échéant à l'établissement d'un plan de prévention cosigné par les deux parties (article R. 4512-2 du Code du Travail).

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire devant lui faire connaître par écrit, la nature des mises en conformité qui lui paraîtraient nécessaires.

5.4.2 Protections des installations existantes

La mission du titulaire étant de maintenir les installations existantes en bon état de fonctionnement, d'entretenir les ouvrages et d'assurer certains services, il lui appartient de prendre toutes les précautions pour éviter de provoquer des dégâts ou des interruptions de service.

Ces dispositions sont laissées à son initiative, il en assure la responsabilité et les coûts.

Les dégâts ou les interruptions de service qui peuvent résulter de sa faute sont réparés par lui-même et à ses propres frais dans les délais prescrits par le représentant du pouvoir adjudicateur sur ordre de service.

À défaut d'exécution rapide de ces réparations et après ordre de service resté sans effet, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, les faire exécuter aux frais du titulaire par tous les moyens qu'il juge bon.

5.4.3 Modifications des installations

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire effectuer toute extension ou modification des installations objet du marché par le personnel ou l'entreprise qualifiée de son choix.

Il en avertit le titulaire **au moins un (1) mois à l'avance**.

Durant cette période, le titulaire peut formuler d'éventuelles objections relatives à ces transformations et définir leur impact sur ses prestations contractuelles.

Un avenant à l'accord-cadre peut alors être négocié si la nature et la qualité des prestations à fournir se trouvent notablement modifiées (en plus ou moins).

Durant des travaux, le titulaire prend toutes dispositions pour que la réalisation de ses prestations ne soit pas perturbée.

Il fait obligatoirement part, par écrit, de tout risque d'empêchement occasionné par ces travaux.

En dehors de cette déclaration préalable, il est tenu pour responsable du manquement de fonctionnement éventuel.

Lorsque ces travaux concernent les installations exploitées par le titulaire :

- Il signale, tant au cours des travaux qu'au moment de leur réception, à laquelle il est tenu d'assister, tout point apparaissant comme anomalie dans l'installation.
- Ces constatations sont présentées dans le plus court délai par écrit, sous forme de lettre ou rapport.

Le représentant du pouvoir adjudicateur reste seul juge de la suite à donner dans le cadre de sa responsabilité.

- À l'issue des réceptions, un procès-verbal de prise en charge est dressé contradictoirement. Il marque l'obligation du titulaire d'exploiter les nouvelles installations. Un désaccord irréductible, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, entraîne la remise en cause de l'accord-cadre et éventuellement sa résiliation avant la date d'expiration normale, sans indemnité de préjudice.

Après extension ou modification des installations, le titulaire prend en charge dans les plus brefs délais, les installations nouvelles ou modifiées. La formation éventuellement nécessaire du personnel du titulaire est à la charge du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne peut effectuer aucune modification de son fait, sans l'accord écrit du représentant du pouvoir adjudicateur, sous forme d'ordre d'exécution qui fixe la date et le délai de l'intervention.

5.5 Documentations techniques

Les documents techniques nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre sont remis au titulaire à la date début d'exécution des prestations.

Cette remise fait l'objet d'un procès-verbal contradictoire d'inventaire.

La documentation reste la propriété du représentant du pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire le souhaite, il pourra reproduire ces documents à ses frais.

Ces reproductions deviendront propriété du pouvoir adjudicateur à l'expiration du présent accord-cadre.

Lorsqu'une modification est de son fait, le titulaire fait son affaire de la remise à jour de ces documents originaux et des reproductions nécessaires.

Chaque fois qu'il constate une erreur sur les documents mis à sa disposition, il en informe le représentant du pouvoir adjudicateur et faire apporter les corrections.

La documentation technique est utilisée par le titulaire jusqu'à la fin d'exécution du présent accord-cadre.

À cette échéance il la remet en totalité au représentant du pouvoir adjudicateur conformément à l'inventaire établi en début du présent accord-cadre, complété des éventuels documents créés ou mis à jour par le titulaire.

5.6 Matériels et objets confiés

Un procès-verbal contradictoire (document spécifique, cahier d'événements...) est établi à la remise des matériels ou objets mis à disposition du personnel du titulaire par le prescripteur pour effectuer les missions qui lui sont confiées et ce, en vue de contrôler leur restitution en fin du présent accord-cadre pour les sites dits « **Ponant I, Oscar Niemeyer et hôtel de Noirmoutier** ».

Ces objets et matériels sont placés sous la responsabilité du titulaire.

En cas de dégradation ou de perte de ces équipements (moyens de communication, badges, clefs...) faisant suite à une mauvaise utilisation, il est demandé au titulaire d'assumer les frais de réparation ou de remplacement du matériel hors usage.

NB : la perte d'un passe sous organigramme de clef implique le remplacement de l'intégralité des canons.

5.7 Remise des installations et des équipements à la fin de l'accord-cadre

5.7.1 Installations techniques et locaux

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du présent accord-cadre, les matériels ou équipements en état normal de fonctionnement et d'usage, conformément à ses obligations de résultats.

Le titulaire remet les locaux qui ont été mis à sa disposition pour l'exécution du présent accord-cadre dans un parfait état de propreté.

Il effectue à ses frais les remises en peinture ou en état qui pourraient s'avérer nécessaires, selon les constats figurant à l'état des lieux.

5.7.2 Transférabilité au nouveau titulaire

Le titulaire s'engage à transférer l'ensemble des informations au personnel du nouveau prestataire chargé de l'exécution du nouvel accord-cadre **dans le mois précédant l'expiration du marché et jusqu'à une durée maximale d'un (1) mois après cette expiration.**

La durée minimale des opérations de transférabilité **est d'une (1) semaine.**

Les opérations de transférabilité comprennent en particulier la communication de tous les plans, documents et instructions reçues et établies durant l'exécution du marché, et l'autorisation au personnel du nouveau prestataire d'accéder aux installations et locaux avant expiration du présent accord-cadre.

5.7.3 Procédure de remise

Un état des lieux contradictoire est réalisé avec le prescripteur et consigné sur un procès-verbal rédigé par le titulaire **au plus tard deux (2) mois avant la date d'expiration du présent accord-cadre.**

Le titulaire apporte des réponses pour lever les réserves **au plus tard un (1) mois avant l'expiration du présent accord-cadre.**

Le représentant du pouvoir adjudicateur valide la levée des réserves et l'initiation du prestataire du nouvel accord-cadre **un (1) mois après l'expiration du présent accord-cadre.**

5.7.4 Reprise de matériels et équipements

Le titulaire peut, avec l'accord du représentant du pouvoir adjudicateur et dans les conditions à déterminer entre les parties, acheter du matériel fixe ou mobile propre à faciliter les missions qui sont confiées à son personnel détaché sur le site.

Au terme du présent accord-cadre ou en cas de résiliation, les installations fixes et les matériels financés par le titulaire sont, soit laissées sur le site, soit démontées et évacuées par le titulaire sur demande et avec l'accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

ANNEXE I – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DES SITES DITS « PONANT I ET OSCAR NIEMEYER »

Dans le cadre des prestations du titulaire, les installations des sites sont à considérer comme un ensemble.

Les listes d'éléments ci-dessous sont à but indicatif et restent non-exhaustives, non-limitatives et évolutives.

Site dit « Ponant I »

I.1 – Description des installations de sécurité incendie

I.1.1 – Système de sécurité incendie

Les installations de sécurité incendie comprennent :

- Un système de détection incendie (SDI) ;
- Une centrale de mise en sécurité incendie (CMSI) ;
- Des détecteurs de fumées ioniques (~425), optiques (-25) et thermo - vélocimétriques (~15) ;
- Des bris de glace (~70) / diffuseurs (~70) / renvois d'alarme ;
- Des clapets (~220) et portes (~30) coupe-feu ;
- Des indicateurs d'action (~120) ;
- Des asservissements ;
- Des moyens d'extinction tels que les extincteurs (~260), les bacs à sable, etc
- Une ligne téléphonique directe (hors autocom) avec les sapeurs-pompiers.

I.1.2 – Extinction automatique

La salle informatique du 1^{er} étage est équipée d'un système d'extinction automatique (Argonite).

Les hottes de cuisine (3) sont également équipées de systèmes SafetyFirst.

I.1.3 – Colonnes sèches

Le site comporte quatre (4) colonnes sèches implantées dans les escaliers E1, E2, E3 et E4.

I.1.4 – Équipements de désenfumage

Le désenfumage des bureaux est naturel (ouvrants en façade).

Certains locaux ou espaces spécifiques (restaurant, auditoriums, parkings, etc.) sont équipés de systèmes de désenfumage mécaniques tels que des ouvrants (~25), CTA ou ventilateurs.

I.2 – Description des installations de sûreté :

Pour assurer les prestations de surveillance le titulaire utilise les installations spécialisées suivantes :

I.2.1 – Protection anti-intrusion

Cet ensemble inclut notamment :

- Une centrale d'alarme ;
- Des détecteurs d'ouverture ;
- Des contacts de portes ;
- L'ensemble des asservissements.

I.2.2 – Contrôle d'accès

Cette installation comporte notamment :

- Un système central de contrôle d'accès HISEC AIMS ;
- Des badges, leur unité centrale de gestion, et leur système de production ;
- Des lecteurs de badges de proximité intérieurs et extérieurs (~100) ;
- Les boutons et bris de glace de déverrouillage des accès.

I.2.3 – Vidéosurveillance

Cette installation comporte :

- Un système central de supervision ;
- Quatre (4) moniteurs 42;
- Cinq (5) enregistreurs numériques;
- Des caméras intérieures et extérieures (~50).

I.2.4 – Interphonie

Cette installation comporte :

- Des interphones de portes (~20) et d'ascenseurs (12) ;
- Une ligne téléphonique directe qui permet d'entrer en contact avec les services de police.

Description des installations de sécurité incendie

I.1.1 – Système de sécurité incendie

Les installations de sécurité incendie comprennent :

- Un système de détection incendie (SDI) comportant :
 - Un Equipement de Contrôle et de Signalisation et de son Tableau Répétiteur d'Exploitation
 - Des équipements terminaux : Détecteur Automatique d'Incendie, Indicateur d'Action, Déclencheur Manuel d'alarme et isolateur de court-circuit
 - Un Equipement d'Alimentation Electrique
- Un système de Mise en Sécurité Incendie comportant :
 - Un Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie et de son Tableau Répétiteur d'Exploitation
 - Des dispositifs Commandés Terminaux : Dispositif Sonore d'Alarme Feu, Diffuseur Lumineux et Diffuseur Sonore Non Autonome avec diffuseurs lumineux (DSME)
 - Des dispositifs Actionnés de Sécurité : Dispositif de Verrouillage Electromagnétique d'Issue de Secours et Porte Coupe-Feu à fermeture automatique
 - Une Alimentation Electrique de Sécurité

I.1.2 – Colonnes sèches

Le site comporte une colonne sèche implantée au niveau de la tour pompier.

I.1.3 – Équipements de désenfumage

Le désenfumage du parc est assuré mécaniquement avec un débit d'extraction de neuf-cent (900) m³.

Les bureaux disposent d'ouvrants de désenfumage.

I.2 – Description des installations de sûreté :

Pour assurer les prestations de surveillance le titulaire utilise les installations spécialisées suivantes :

I.2.1 – Protection anti-intrusion

Cet ensemble inclut notamment :

- Une centrale d'alarme ;
- Des détecteurs d'ouverture ;

- Des contacts de portes ;
- L'ensemble des asservissements.

I.2.2 – Contrôle d'accès

Cette installation comporte notamment :

- Un système central de contrôle d'accès;
- Des badges, leur unité centrale de gestion, et leur système de production ;
- Des lecteurs de badges de proximité intérieurs et extérieurs;
- Les boutons et bris de glace de déverrouillage des accès.

I.2.3 – Vidéosurveillance

Cette installation comporte :

- Un système central de supervision ;
- Des caméras intérieures(4) et extérieures (21).

I.2.4 – Interphonie

Cette installation comporte :

- Des interphones de portes et d'ascenseurs;
- Une ligne téléphonique urbaine qui permet d'entrer en contact avec les sapeurs-pompiers.

ANNEXE II – IMPLANTATION DES LOCAUX TECHNIQUES ET ÉQUIPEMENTS PAR NIVEAUX DES SITES DITS « PONANT I ET OSCAR NIEMEYER »

La situation des locaux techniques concernés par le marché figure ci-après :

SITE DIT « PONANT I »		
Niveaux	Usages	Locaux techniques et installations
2 ^{ème} Sous-Sol (SS2) Classé code du travail SHO : 5.742 m ²	Parking (200 places), locaux techniques, stockage et archivages divers.	<ul style="list-style-type: none"> • Local groupes électrogènes • Cuve à fioul • Local technique principal : sous-station CPCU, climatisation, groupes frigorifiques, ballons ECS, adoucisseurs • Locaux ventilation et extraction parkings • Machinerie ascenseurs A5 – A6 – monte-charge MC2 • Machinerie ascenseurs A7 – A8 • Machinerie monte-charge MC1 • Séparateurs à graisses, séparateurs à hydrocarbures, séparateur à féculs, local compresseurs d'air relevage
1 ^{er} Sous-Sol (SS1) Classé code du travail SHO : 5.442 m ²		<ul style="list-style-type: none"> • Local MT « Communs » – transformateurs – TGBT • Local onduleur informatique • Locaux ventilation et extraction parkings • Machinerie ascenseur A1 • Machinerie monte-charge MC3 • Machinerie monte-charge MC4
Rez-de-Chaussée Bas (RDCB) ERP 2 type L, N, et	Services généraux (cuisine, reprographie, ateliers, bureaux, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • Local MT « CSBP » – transformateurs – TGBT • Local TGBT « BPFD »

W SHO : 2.786 m ²		<ul style="list-style-type: none"> • Local comptage électrique • Local Tableau Général Secours (TGS) – onduleur sécurité • Local traitement d'air auditorium 1, restaurant, cuisine centrale • Local électrique CTA 20 • Gaines techniques CVC n°2, n°3 et n°5 • Armoires électriques gaines n° 2, n° 3, n° 5 • Machineries ascenseur A2 et A3 – A4 • Cuisine principale
Rez-de-Chaussée Haut (RDCH) ERP 2 type L, N, et W SHO : 2.760 m ²	Atrium, cafeteria, salles de réunion, auditoriums	<ul style="list-style-type: none"> • PCS, local vie • Local traitement d'air auditorium 2 • Gaines techniques CVC n°1, n°2, n°3, n°4 et n°5 • Locaux électriques auditoriums gaine n° 1 • Locaux électriques gaines n° 2, n° 3, n° 5 et auditoriums • Local servitude informatique n°2
1 ^{er} étage (ET1) ERP 2 type L, N, et W SHO : 2.123 m ²	Restaurant, service informatique, salles de réunion/formation	<ul style="list-style-type: none"> • Local traitement d'air salle informatique • Armoires climatisation salle d'informatique • Gaines techniques CVC n°1, n°2, n°3, n°4 et n°5 • Armoires électriques gaines n° 2, n° 3 et n° 5 • Locaux électriques mezzanine, self restaurant • Local servitude informatique
2 ^{ème} à 6 ^{ème} étages Classés code du travail SHO : 2.430, 2.443, 2.445, 2.445 et 3.074 m ²	Bureaux et salles de réunion banalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Gaines techniques CVC n°1, n°2, n°3, n°4 et n°5 • Armoires électriques gaines n° 2, n° 3, n° 5 • Locaux servitude informatique n° 1, n° 2
7 ^{ème} étage et Terrasse (ET7)	Bureaux et salles de réunion direction	<ul style="list-style-type: none"> • Locaux traitement d'air Préfets,

Classé code du travail SHO : 3.074 m ²		<ul style="list-style-type: none"> • Locaux électriques, salle Marianne • Gaines techniques CVC n°1, n°2, n°3, n°4 et n°5 • Armoires électriques gaines n° 2, n° 3, n° 5 • Locaux servitude informatique n° 1, n° 2 • Aéroréfrigérants adiabatique groupes frigorifiques
Toiture-terrasse Classé code du travail SHO : 2.579 m ²		<ul style="list-style-type: none"> • Dry cooler groupes électrogènes • Extracteurs VMC, extracteurs hottes cuisine, • CTA ET7

SITE DIT « OSCAR NIEMEYER »		
Niveaux	Usages	Locaux techniques et installations
Sous-Sol 1 (SS1) Classé code du travail SHO : 1634,42 m ²	Parking (20 places voiture, 6 places motos et 75 places vélos), locaux techniques, stockage et archivages divers	<ul style="list-style-type: none"> • Local Onduleur • Local Onduleur bureautique • Local technique TGBT • Local technique HT • Local serveur • Local Telecom + GSM • Locaux techniques sous station chauffage • Local Groupe Froid • Local technique CTA • Local Eau • Local technique Compresseur
Rez-de-Chaussée (RDC) et Entresol (ES) avec locaux isolés PIF Gadget et Basilic Classé code du travail et ERP 5 type M SHO : 904,44 m ² ; 38,83 m ² et 46,79m ²	Hall d'accueil, cafeteria, salles de réunion, bureaux, PC de sécurité, local PIF Gadget et le local Basilic	<ul style="list-style-type: none"> • PCS, local vie • Local VDI • Alimentation des équipements CVC du local PIF • Alimentation des équipements CVC du local basilique • Locaux CTA • Ventilo-Convecteurs • Local stockage maintenance
1 ^{er} à 4 ^{ème} étages	Bureaux, salles de	• Locaux CTA bureaux, salles

Classés code du travail SHO : 1413,75 m ² ; 1426,08 m ² ; 1427,63 m ² et 1338,29 m ²	réunion banalisées et tisaneries	de réunion • Locaux VDI • Alimentation CVC bureaux, salles de réunion et tisaneries
5 ^{ème} étage et Terrasse Classés code du travail SHO : 444,91 m ² et 891,72 m ²	Salles de réception, locaux techniques et terrasse	• Local technique Groupe froid • Locaux CTA • Alimentation des CVC

ANNEXE III – LIMITES DE PRESTATIONS – AUTRES INTERVENANTS SUR LES SITES DITS « PONANT I ET OSCAR NIEMEYER »

L'exploitation et la maintenance des installations techniques des sites dits « Ponant I et Oscar Niemeyer » sont assurées par des prestataires extérieurs. Les principaux marchés sont les suivants :

AUTRES PRESTATAIRES	PRINCIPAUX ÉQUIPEMENTS ASSOCIÉS	COMMENTAIRES
Maintenance des équipements ascenseurs	<ul style="list-style-type: none"> • 8 Ascenseurs • 4 Monte-charges • 4 escaliers mécaniques 	Un poste de monitoring des ascenseurs et monte-charges se trouve au PCS. Le titulaire doit assister au prestataire de maintenance pour la réalisation de ses missions dans de bonnes conditions.
Chauffage urbain	<ul style="list-style-type: none"> • Sous-station CPCU 	Maintenance effectuée par un sous-traitant de CPCU.
Portes et portails automatiques	<ul style="list-style-type: none"> • 6 portes automatiques • 2 barrières levantes • 3 portes basculantes Autres portillons, portes et cloisons motorisés	
Maintenance des installations de sécurité	Cf. article I.1.	
Maintenance des installations de sûreté	Cf. article I.2.	
Fondation Jean Moulin	<ul style="list-style-type: none"> • Cuisine • 5 chambres froides • 2 hottes de cuisine 	Maintenance à charge de l'exploitant
Maintenance multi-technique	<ul style="list-style-type: none"> • 20 CTA • 3 groupes frigorifiques + 3 TAR • Réseaux EF-EC • 1 poste de livraison HT • 2 TGBT (4 transformateurs) 	Ce prestataire assure une présence sur le site durant les heures d'ouverture. Un poste

	<ul style="list-style-type: none"> • 2 groupes électrogènes • 3 onduleurs (sécurité + info) • Réseaux électriques CFo – CFa • 2 ballons ECS • Réseaux plomberie sanitaire • Extincteurs manuels 1 GTB • 2 nacelles de façade • Équipements mécaniques des auditoriums et salles de réunion 	d'exploitation de la GTB est implanté au PCS.
--	---	---

L'identité des titulaires de ces marchés et leurs périmètres respectifs sont sujets à évolution et n'est pas exhaustif.

La liste des titulaires sera mises à jour et fourni au titulaire pour les sites mentionnées au début de cette annexe.

Les contrats incluent généralement la maintenance de niveau 4 de la norme FD X60-000

ANNEXE IV – RÉPARTITION DES POSTES SUR LES SITES DITS « PONANT I ET OSCAR NIEMEYER »

Dispositif en jours ouvrés

PRIF

	Heure de fin	07:00	08:00	09:00	10:00	11:00	12:00	13:00	14:00	15:00	16:00	17:00	18:00	19:00	20:00	21:00	22:00	23:00	00:00	01:00	02:00	03:00	04:00	05:00	06:00		
	Heure de Début	06:00	07:00	08:00	09:00	10:00	11:00	12:00	13:00	14:00	15:00	16:00	17:00	18:00	19:00	20:00	21:00	22:00	23:00	00:00	01:00	02:00	03:00	04:00	05:00	06:00	Amplitude horaire
Chef d'équipe_SSIAP2	L à V De 08h00 à 18h00		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1													10	
Agent de sécurité_SSIAP1	24h/24 7J/7	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	24
Agent de sécurité polyvalent_SSIAP1	L à V De 06h00 à 22h00	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1									16	
Agent de sécurité_CQP	L à V De 07h30 à 19h00	0,5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1												11,5	
Nb de poste		2	3	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	3	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	

NIEMEYER

	Heure de fin	07:00	08:00	09:00	10:00	11:00	12:00	13:00	14:00	15:00	16:00	17:00	18:00	19:00	20:00	21:00	22:00	23:00	00:00	01:00	02:00	03:00	04:00	05:00	06:00	Amplitude horaire	
	Heure de Début	06:00	07:00	08:00	09:00	10:00	11:00	12:00	13:00	14:00	15:00	16:00	17:00	18:00	19:00	20:00	21:00	22:00	23:00	00:00	01:00	02:00	03:00	04:00	05:00		06:00
Chef d'équipe_SSIAP2	L à V De 08h00 à 18h00	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1												12	
Agent de sécurité_SSIAP1	24h/24 7J/7	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	24
	Nbre de poste	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	

Dispositif week-end et jours fériés

PRIF

		06:00	07:00	08:00	09:00	10:00	11:00	12:00	13:00	14:00	15:00	16:00	17:00	18:00	19:00	20:00	21:00	22:00	23:00	24:00	01:00	02:00	03:00	04:00	05:00	06:00	Amplitude horaire
Chef d'équipe_SSIAP2	L à V De 08h00 à 18h00																										0
Agent de sécurité_SSIAP1	24h/24 7J/7	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	24
Agent de sécurité polyvalent_SSIAP1	L à V De 06h00 à 22h00																										0
Agent de sécurité_CQP	L à V De 07h30 à 19h00																										0
Nb de poste		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	

NIEMEYER

		06:00	07:00	08:00	09:00	10:00	11:00	12:00	13:00	14:00	15:00	16:00	17:00	18:00	19:00	20:00	21:00	22:00	23:00	24:00	01:00	02:00	03:00	04:00	05:00	06:00	Amplitude horaire
Chef d'équipe_SSIAP2	L à V De 08h00 à 18h00																										0
Agent de sécurité_SSIAP1	24h/24 7J/7	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	24
Nb de poste		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	